

des postes qui désirent travailler à temps partiel à l'extérieur du ministère doivent obtenir la permission de le faire soit du maître de poste, soit de quelque autre fonctionnaire du ministère des Postes?

**L'hon. W. M. Hamilton (ministre des Postes):** Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député de m'avoir donné préavis de sa question. Je n'ai donné aucune directive de la sorte. Toutefois, en 1951, le sous-ministre des Postes a donné une telle directive et en 1956 un haut fonctionnaire du ministère a fait la même chose. Dans chaque cas, on visait spécifiquement les bureaux de poste urbains, c'est-à-dire ceux où tout le personnel relève de la Commission du service civil. Ces directives ne s'adressaient ni aux employés ni aux bureaux de poste à commission, qui sont d'une importance moindre.

**FABRE-STATION (P.Q.)—PROTESTATION CONTRE LA FERMETURE DU BUREAU DE POSTE**

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Alexis Caron (Hull):** Le ministre des Postes peut-il nous dire s'il a reçu une pétition signée par la majorité des habitants de Fabre-Station dans laquelle ils protestent contre la fermeture du bureau de poste qui les desservait depuis 33 ans?

**L'hon. W. M. Hamilton (ministre des Postes):** Je me ferai un plaisir d'examiner cette question et de fournir une réponse au député la semaine prochaine.

**L'ÉNERGIE**

**LE COLUMBIA—PRÉTENDUE CONFÉRENCE SUR LES AVANTAGES RÉALISABLES EN AVAL**

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre. A-t-on signalé au premier ministre une nouvelle de la *Presse canadienne*, émanant de Victoria, datée d'hier et annonçant que le premier ministre Bennett a proposé une réunion entre lui-même, le premier ministre du Canada et le président Eisenhower, en vue de hâter la mise en valeur du fleuve Columbia? Même si l'ordre de préséance mentionné par le premier ministre Bennett semble un peu irrégulier et extraordinaire, le premier ministre voudrait-il commenter les propositions du premier ministre Bennett touchant une réunion nord-américaine au sommet où serait étudié le problème des avantages réalisables en aval par la mise en valeur des ressources hydrauliques de la vallée du Columbia, en vue d'en arriver à une entente mutuelle?

[M. Argue.]

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je crois que je fournirai une réponse plus sérieuse à cette question que le libellé devrait me porter à le faire. Nos relations avec l'étranger se font entre le ministère des Affaires extérieures ou d'autres ministères du gouvernement et le gouvernement du pays en cause. Toute observation que le premier ministre de la Colombie-Britannique a à formuler recevra l'examen le plus approfondi, car nous désirons toujours collaborer pleinement avec toute province directement visée par toute question qui ressortit au gouvernement national. Je ne puis en dire plus long pour l'instant.

**LES TRANSPORTS**

**SHERBROOKE (P.Q.)—DÉCLARATION À PROPOS D'AIDE FÉDÉRALE POUR LA CONSTRUCTION D'UN PASSAGE INFÉRIEUR**

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George H. Hees (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, hier en mon absence le député de Drummond-Arthabaska a demandé si j'avais donné à la municipalité de Sherbrooke l'assurance qu'un passage inférieur serait aménagé. Quand le maire et les membres du conseil de Sherbrooke sont venus à Ottawa, ce n'est pas moi qui les ai reçus. Ils ont eu à ce propos une entrevue avec le président de la Commission des transports, et je tiens de la Commission qu'on prendra tous les moyens possibles pour trouver à ce problème une solution satisfaisante de part et d'autre.

**LA "CANADIAN NATIONAL STEAMSHIPS"**

**DÉCLARATION À PROPOS D'UNE DEMANDE DE RECONSIDÉRATION DE LA VENTE, ET DU RÈGLEMENT DE LA GRÈVE**

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George H. Hees (ministre des Transports):** Hier le député de Gloucester a posé la question suivante:

Quelle mesure le gouvernement a-t-il prise à la suite de la demande que... le *board of trade* d'Halifax lui a adressée récemment et dans laquelle il priait le gouvernement fédéral de revenir sur sa décision de vendre les navires de la *Canadian National (West Indies) Steamships*, ainsi que de mettre fin à la grève que le Syndicat international des gens de mer a commencée il y a presque un an et de remettre les navires en service?

Toutes les façons possibles de parer à la situation ont été étudiées longuement par la direction de la société et par le gouvernement avant la décision de vendre les navires. Dans ces conditions, je ne crois pas pouvoir ajouter d'utiles remarques aux déclarations antérieures qui portaient là-dessus.